

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article3596>

Les services de renseignement attentifs à l'hypothèse d'un attentat pendant la campagne électorale



- Renseignement - France -
Date de mise en ligne : mardi 6 février 2007

Spyworld Actu

Le facteur "T" peut-il chambouler la campagne électorale française ? Derrière cette lettre, issue du mot "terrorisme", se concentrent les craintes des services de renseignement français. Le souvenir du scénario espagnol - en mars 2004, les attentats de Madrid avaient bouleversé les élections législatives et précipité la chute de José Maria Aznar - est dans tous les esprits. Pour l'heure, les policiers ne disposent d'aucune information sur des préparatifs concrets d'attentat. Toutefois, les récentes synthèses, classées "confidentiel-défense", dont Le Monde a eu connaissance, témoignent de l'attention soutenue portée au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), organisation algérienne revendiquant son affiliation à Al-Qaida.

Rassemblant des informations des Renseignements généraux (RG), de la direction de la surveillance du territoire (DST) et de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), ces notes ont été signées, le 15 janvier, à l'occasion du comité interministériel du renseignement, réuni autour du premier ministre, Dominique de Villepin. Deux alertes y sont citées. La première, apparue en décembre 2005, concerne des menaces d'attentat liées à "des cadres d'Al-Qaida en zone pakistano-afghane", sans plus de précision ; la seconde est surnommée " menace d'automne".

Mise au jour en mai 2006, elle supposerait "la planification, depuis le Moyen-Orient, d'une vague d'attentats-suicides contre un pays européen non identifié, entre septembre 2006 et avril 2007". Cette dernière hypothèse serait "particulièrement représentative des connexions et de la démultiplication des capacités entre le Maghreb, le théâtre irakien et les réseaux implantés en Europe."

Selon les services français - qui ont arrêté 140 personnes en 2006, dont 17 ont été écrouées -, la menace ne viendrait pas forcément d'une éventuelle cellule du GSPC installée en Europe. Deux évolutions sont redoutées, compliquant la surveillance policière : la transformation de structures consacrées au soutien logistique en vrais groupes opérationnels ; le passage à l'acte d'individus isolés ou de groupes très hétéroclites, influencés par la propagande du GSPC, notamment via Internet.

Tous les services ont constaté un usage de plus en plus assidu des forums islamistes, même si certains ont décidé d'en restreindre l'accès, se privant d'une partie de leurs abonnés. Preuve du succès grandissant : un site francophone a triplé le nombre d'inscrits en six mois. Les policiers ont remarqué une diffusion fréquente de vues satellites, obtenues par le moteur de recherche Google Earth. Ainsi, le groupe islamiste démantelé en Tunisie, en janvier, "disposait de vues des ambassades britannique et américaine à Tunis et des images de l'ambassade de France à Rabat", mises en ligne le 26 décembre 2006.

"PACTE DU MAL"

Un autre site, connu pour la diffusion de données opérationnelles - aide à la fabrication d'explosifs... -, a même mis à disposition de ses "adeptes" un documentaire sur les égouts de Paris, cible ou moyen de fuite possibles. Enfin, le Global Islamic Media Front, organe proche d'Al-Qaida, a annoncé, sur plusieurs forums, "la sortie imminente du premier logiciel de chiffrement islamique", pour sécuriser les échanges en ligne.

Depuis que le GSPC a été officiellement reconnu comme affilié à Al-Qaida, sa volonté d'internationaliser ses actions a été confirmée. Le numéro deux d'Al-Qaida, Ayman Al-Zawahiri, a explicitement désigné la France comme une cible dans sa vidéo du 31 décembre 2006. Le 3 janvier, le chef du GSPC, Abdelmalek Droukdal, a dénoncé le "pacte du mal" liant les Etats-Unis et la France. "Nos services estiment surtout que Droukdal, en rappelant la guerre d'indépendance contre la "France croisée" puis en s'attribuant, pour la première fois, l'héritage du GIA, s'approprie une stratégie qui avait conduit à frapper les ressortissants français, aussi bien en Algérie qu'en France", note la synthèse.

A en croire la police algérienne, le GSPC accentuerait son déploiement vers l'étranger en raison de la pression, en Algérie, des services de sécurité et de la charte de réconciliation nationale : l'amnistie a officiellement pris fin le 28 août 2006, mais elle se poursuivrait discrètement. Les services français suivent avec attention la rivalité au sein du GSPC entre Droukhal et Mokhtar Belmokhtar, qui dirige sa branche sahélienne. La conduite d'un attentat à l'étranger pourrait donner un avantage décisif à l'un des deux. Selon la synthèse, Belmokhtar aurait été chargé par l'état-major du GSPC "de fabriquer, à partir de 20 litres d'acide nitrique, un explosif qui pourrait être du TATP", à l'usage non précisé.

Pour l'heure, le GSPC essaie surtout d'étendre son champ d'action dans le Maghreb. En Tunisie, deux opérations conduites entre le 23 décembre 2006 et le 3 janvier dans la région de Tunis ont causé la mort d'au moins 12 activistes et permis l'arrestation d'une quinzaine d'autres, selon la synthèse française. Ces individus "très déterminés et d'un niveau intellectuel élevé" étaient de nationalités algérienne et mauritanienne. Au Maroc, fin décembre, une cellule islamiste souhaitant viser des cibles étrangères dans le pays et implanter un camp d'entraînement en Algérie a été démantelée.

Explosion d'une lettre piégée à Londres

Une femme a été légèrement blessée à la main, lundi 5 février, par l'explosion d'une lettre piégée dans le centre de Londres. Les faits ont eu lieu dans les bureaux de la société Capita, qui contrôle la mise en oeuvre du système de péage imposé aux automobilistes londoniens. Cette compagnie, qui emploie 26 000 personnes dans le monde, gère aussi la base de données des archives de la police britannique. L'immeuble qu'elle occupe se trouve sur Victoria Street, une rue qui relie la gare de Victoria à l'abbaye de Westminster, et à quelque 200 mètres du quartier général de Scotland Yard.

L'attentat n'a pas été revendiqué. La victime, employée de la compagnie, a été hospitalisée avec des blessures mineures.

Les lettres piégées sont une technique à laquelle l'Armée républicaine irlandaise (IRA) avait recouru dans les années 1970, et qui n'a jamais provoqué de mort d'homme. La poste britannique est normalement équipée pour détecter ce type d'explosifs. - (Corresp.)

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/article/0...>